



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



© Yves le Bars

RAPPORT ANNUEL 2018

Rapport moral
Rapport d'activité
Rapport financier



NOS PARTENAIRES EN 2018

	Agence française de développement
	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
	Commission européenne
	Biocoop
	Enseignement agricole
	Fondation Abbé Pierre
	Fondation Daniel & Nina Carasso
	Fondation des Droits de l'Homme au Travail
	Fondation de France
	Fondation JM Bruneau
	Fondation Léa Nature
	Fondation Lemarchand
	Fondation Groupe RATP
	Osiwa
	Seed Foundation
	Triballat Noyal
	1% pour la planète

SOMMAIRE

NOS PARTENAIRES EN 2018	3
RAPPORT MORAL	5
RAPPORT D'ACTIVITÉ	9
1. UNE PLATEFORME POUR ÉCHANGER ET AGIR	11
Trois métiers pour la solidarité	12
Vie associative	13
2. POUR UNE AGRICULTURE ET UNE ALIMENTATION DURABLES ET SOLIDAIRES	15
Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)	16
ALIMENTERRE	18
Un nouveau site alimenterre.org	20
Plaidoyer : pour des politiques cohérentes avec le développement de l'agriculture familiale	21
3. COOPÉRER AUTREMENT	23
Coopérer autrement en acteurs de changement	24
Programme Concerté Pluri-acteurs Joussour (Algérie)	25
Programme Concerté Pluri-acteurs Congo	27
RAPPORT FINANCIER	29
Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI	30
Les emplois et les ressources de l'exercice 2018	30
Le bilan du CFSI	33
ANNEXES	35
Liste des projets sélectionnés et suivis en 2018	36
Liste des projets pluriannuels suivis en 2018	40
Instances associatives	48
L'équipe salariée au 1 ^{er} juin 2019	50
Glossaire	51

RAPPORT MORAL

Le bilan des activités des six dernières années est satisfaisant à plusieurs titres : des programmes qui évoluent et se prolongent ; une plateforme qui a attiré de nouveaux membres ; des réflexions à caractère stratégique qui consolident l'identité du CFSI et des comptes en équilibre. Mais il soulève également une lourde inquiétude, sommes-nous en phase avec les basculements du monde et les « transitions » qui s'imposent ?

1) Des programmes qui évoluent et se prolongent

En 2018, le programme Coopérer autrement en acteurs de changements (CAAC) est passé dans sa seconde phase, confirmée en fin d'année par l'AFD.

Le PCPA Congo est arrivé à la fin de sa deuxième phase, et le dossier de la troisième, celle de l'envol, a été déposée (et depuis acceptée).

Le PCPA Jouvence se déroule correctement, en se rapprochant de son terme, début 2020. Les perspectives sont ouvertes pour la suite (de nombreuses réunions de réflexions ont eu lieu, en Algérie et en France), où le CFSI devrait avoir à jouer un rôle entre les organisations françaises et une organisation faitière en Algérie...

Enfin, la restitution de l'évaluation fin 2018 du programme Terres nourricières et ses trois volets (Pafao, ALIMENTERRE et plaidoyer) a permis de définir la nouvelle stratégie et d'orienter la demande pour une deuxième phase, déposée en 2019 à l'AFD. Quant à l'étude sur le lait et la publication *Les batailles du consommateur local en Afrique de l'Ouest*, elles ont préparé le séminaire international qui s'est tenu en février 2019.

En cas de réponse positive de l'AFD sur cette deuxième phase, nous bénéficierons d'une visibilité jusqu'en 2021 ou 2022 pour l'ensemble des programmes du CFSI.

2) Une plateforme qui a pu attirer de nouveaux membres

Ifaid, la CFDT et Pays de Savoie Solidaires ont adhéré en 2018. Mais Eau Vive, en difficulté et le Geres – qui se recentre sur l'énergie et sur sa participation au groupe Initiatives - nous ont quittés, ce qui porte fin 2018 le total des membres à 25.

3) Des réflexions à caractère stratégique qui consolident l'identité du CFSI

Chaque année, nos assemblées générales se focalisent sur un thème clé pour définir les axes de développement de notre plateforme. Trois textes de positionnement ont été ainsi rédigés collectivement : le texte sur la Solidarité internationale (2016), le cadre stratégique (2017) et la « Charte pour une agriculture et une alimentation durables et solidaires » (2018).

4) Des comptes en équilibre

Comme les années précédentes, les comptes sont en équilibre. Ceci est le résultat d'un effort à la fois de gestion rigoureuse, de promotion de la collecte - malgré une fiscalité moins avantageuse -, et de recherche de nouveaux cofinancements, auprès de fondations (Fondation Daniel et Nina Carasso, Léa Nature, RATP par exemple), d'entreprises (Biocoop, Triballat Noyal) ou de l'Union européenne (pour Jousour, ou le PCPA Congo).

5) **Tous ces résultats** sont ceux de toute l'équipe salariée du CFSI et des membres engagés dans la vie de notre plateforme. L'activité du président en 2018 s'inscrit dans cet ensemble.

Outre les réunions des cinq conseils de direction et de l'assemblée générale, le président participe, quand il le peut, à **des activités du CFSI** : laboratoire « croiser les solidarités » en janvier, réflexion sur le futur de Jousour et participation à des réunions sur l'Algérie, les ODD avec une réunion du Groupe de travail de Coordination SUD et des séminaires Iddri, le groupe de travail « plaidoyer » en mars, de Pafao et plus largement l'évaluation de Terres nourricières en octobre et la conclusion de l'étude lait en novembre.

Il est aussi en relation **avec les membres** : un séminaire Ifaid et un anniversaire pour AgriSud à Bordeaux, un autre séminaire à Allonnes avec l'Adesaf, le pot de départ de salariés (GRDR, Batik International), les deux assemblées générales du Gret (janvier et fin août), les vœux, une rencontre avec la nouvelle directrice de CUF et leur journée internationale en juillet. À Dakar, en parallèle à la participation au séminaire d'Alliss, il a été possible de rencontrer des acteurs de terrain du Gret et du GRDR. Quant à la participation au séminaire international organisé par Alliss, elle a mis en évidence les attentes du CFSI en termes de coopérations avec les institutions et les membres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, notamment à travers les présentations portées par le Secours populaire au Salvador et par le Gret avec l'Université Gaston Berger de Saint Louis.

Enfin, la participation personnelle du président au **Forum Social Mondial de Salvador** en mars a été l'occasion de nombreux contacts, avec divers responsables du Crid bien sûr, qui pilotait la délégation des ONG françaises, mais aussi avec des partenaires comme la CFDT (qui organisait une session sur « Devoir de vigilance ; démocratie dans l'entreprise »), Attac, Ritimo, Mouvement de la Paix, ATD ¼ Monde, Éthique sur l'étiquette...

Moins directement, sa participation aux événements du Festisol à Antony permet de concrétiser ce que peuvent être des relations à l'échelle locale avec une trentaine d'associations nationales ou locales.

6) Pourtant une inquiétude demeure

C'est maintenant qu'il faut préparer le CFSI pour l'après 2020. Sommes-nous en phase avec les exigences d'un environnement international très mouvant ? Les atteintes à la démocratie sont nombreuses, y compris en Europe ; il y a plus d'insécurité dans de nombreux pays ; un libéralisme producteur d'inégalités croissantes domine. Sommes-nous capables de remettre en cause ces logiques destructrices des biens communs planétaires ou locaux, environnementaux et culturels ?

Alors que les décisions internationales de l'année 2015 donnent des feuilles de route (prévention des catastrophes à Sendai au Japon, financement du développement à Addis Abeba, ODD à l'assemblée générale de l'ONU et le Climat à la COP 21 à Paris), les avancées restent faibles.

La situation politique du Brésil et en Amérique latine, abordée en mars 2018 à l'occasion du Forum Social Mondial, témoigne de ces reculs, mais aussi des mobilisations possibles : face à la violence et l'insécurité, contre une militarisation de la société, le mercantilisme et le patriarcat, c'est d'abord le mouvement des femmes qui émerge !

Sommes-nous aussi en phase avec les forces vives des sociétés civiles des pays en développement - parfois chaotiques, mais réelles - avec de plus en plus de personnes diplômées et des diasporas créatives et généreuses en Europe, en lutte dans leur pays contre les prédateurs des richesses créées par le travail des populations ?

Dans ce contexte très sommairement décrit, la solution que nous expérimentons est d'abord de tirer parti de nos différences pour construire de nouveaux partenariats, avec des associations des pays en développement, avec des entreprises, avec des centres de recherche. Il nous faut continuer à agir par l'exemple, dans des programmes renouvelés, évalués et dont on tire des connaissances diffusables. Notre assemblée générale doit aborder ces enjeux.

Yves Le Bars

Président du CFSI

RAPPORT D'ACTIVITÉ



Séminaire international de clôture CAAC
dans les locaux de l'AFD, avril 2018
© Alain Goulard

////// Une plateforme pour échanger et agir //////////////

Le CFSI se veut et se vit comme une plateforme de solidarité internationale. Ses membres agissent à l'international via des coopérations interassociatives, décentralisées ou intersyndicales.

Le CFSI met au service de ses membres des ressources humaines et financières. L'objectif est de **co-construire et d'accompagner des initiatives de solidarité internationale** et des innovations. **Il anime les échanges** et transforme les pratiques en savoirs partagés. Le **CFSI suscite la création de réseaux** à même de porter des programmes qui resteraient inatteignables pour une organisation isolée.

Le CFSI place **les ODD au cœur de ses engagements**, qui se concrétisent par des actions visant à :

- promouvoir le socle des droits ;
- agir pour des transitions économiques, sociales et environnementales ;
- coopérer sur des enjeux partagés entre territoires ;
- construire la démocratie par des mises en réseaux pluri-acteurs ;
- favoriser les innovations et le changement d'échelle.

Trois métiers pour la solidarité

L'équipe du CFSI est mobilisée autour de trois métiers :

- Elle anime des réseaux d'échanges et des espaces collectifs avec ses membres et avec des organisations partenaires ou des alliés. Ces espaces concernent une entrée thématique à travers la campagne **ALIMENTERRE** qui mobilise une diversité d'associations en France mais aussi à l'international, les activités de plaidoyer et des entrées géographiques avec les programmes concertés pluri-acteurs (PCPA) en Algérie et au Congo.
- Grâce au soutien financier de ses donateurs, de bailleurs publics et privés, elle accompagne des initiatives menées par ses membres pour coopérer autrement. Elle mobilise également des partenaires dans les programmes réalisés avec d'autres organisations, comme les PCPA ou le programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) avec la Fondation de France.
- Elle produit et diffuse des connaissances issues des programmes du CFSI et des expériences de ses membres et de leurs partenaires pour sensibiliser d'autres réseaux, des non-convaincus et interpeller les décideurs politiques et économiques.

CHIFFRES CLÉS 2018

Une plateforme associative de 25 membres animée par leurs représentants, des bénévoles et une équipe de 11 salariés

563 organisations partenaires à l'international

Plus de 230 000 productrices et producteurs accompagnés depuis 2009

2 800 acteurs engagés dans ALIMENTERRE

70 500 spectateurs pour le festival de films ALIMENTERRE

170 000 internautes

Vie associative

Les instances, au cœur de la mise en œuvre du cadre stratégique

Fin 2018, le CFSI rassemble 25 organisations françaises impliquées dans la solidarité internationale. Ses membres se sont régulièrement impliqués dans les travaux. Le bureau a validé à distance les propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives. Il a assuré la préparation des réunions du conseil de direction, qui s'est réuni cinq fois.

THÈMES MAJEURS DE DISCUSSION DU CONSEIL DE DIRECTION	
Février 2018	Coopérer autrement en acteurs de changement : validation des orientations du triennal 2019-2021 Point financier
Avril 2018	Adhésion de l'Ifaid Charte pour une agriculture et une alimentation durables et solidaires Préparation de l'assemblée générale
Juin 2018	Adhésion de Pays de Savoie Solidaires Arrêté des comptes 2017 et budget 2018 Plaidoyer Charte pour une agriculture et une alimentation durables et solidaires Validation du plan de collecte
Octobre 2018	Élection du bureau Terres nourricières : évaluation Point financier PCPA Congo
Décembre 2018	Adhésion de la CFDT Terres nourricières : validation des orientations du triennal 2019-2022 Coopérer autrement en acteurs de changement : gouvernance du programme Point financier – suivi 2018 et budget 2019 Mise en place du chantier charte éthique

La vie associative se concrétise également par la participation de l'équipe salariée à des réunions des membres où ils partagent les travaux réalisés. Les membres s'impliquent dans les comités d'orientation des programmes qui proposent et suivent les orientations pour qu'ils répondent davantage aux enjeux agricoles et alimentaires et à la lutte contre les inégalités. En 2018, le comité stratégique du programme Terres nourricières s'est impliqué notamment dans la rédaction de la charte pour une agriculture et alimentation durables et solidaires ainsi que dans le suivi de l'évaluation du programme. En parallèle, le comité stratégique du programme CAAC a réalisé avec l'équipe le bilan de 4 ans de programme. Des groupes de travail plus ponctuels se sont réunis à l'instar du comité de préparation du séminaire du CAAC ou encore du comité de rédaction de la publication *Les batailles du consommateur local en Afrique de l'Ouest*. À ces espaces s'ajoutent les comités de pilotage des PCPA en Algérie et en République du Congo où le CFSI intervient comme ONG garante aux côtés des membres de ces programmes. Pour finir, des comités consultatifs mobilisent des membres du CFSI et des personnes externes nommées par le conseil de direction. Ils étudient les projets et proposent une sélection qui est validée par le bureau.

Le CFSI, investi dans les espaces collectifs

Le CFSI est adhérent direct de Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Il est membre de son conseil d'administration. Il co-anime le groupe de travail financements publics français AFD et participe à la commission agriculture et alimentation. Le CFSI est membre du comité de pilotage du Festival des Solidarités et de son groupe communication. Il s'implique également au sein du F3E sur les questions liées aux approches orientées changement. Il est membre d'Alliss, du Don en confiance et de la Plateforme française d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (Educasol) et de la Plateforme pour une autre Pac.

Il s'implique dans des travaux collectifs. En 2018, il a participé aux travaux du Rameau sur les alliances comme troisième pilier du modèle socio-économique. Il a contribué au rapport du Comité 21 sur l'appropriation des ODD par les acteurs non étatiques et a fait connaître le CAAC, notamment auprès de la Fonda.



© Kiosque en Casamance, Gret

/// Pour une agriculture et une alimentation durables et solidaires ///

Plus de 815 millions de personnes dans le monde, soit une personne sur neuf, principalement des ruraux, souffrent de la faim. Inégalités et pauvreté sont à l'origine de la faim et de la malnutrition. Le système alimentaire mondial reste inéquitable et engendre une concurrence qui exclut les plus faibles, les femmes et les jeunes. Face à ces constats, le CFSI s'engage en faveur de **systèmes agricoles et alimentaires durables et solidaires** qui favorisent le consommateur local.

Les engagements du CFSI sont de trois ordres :

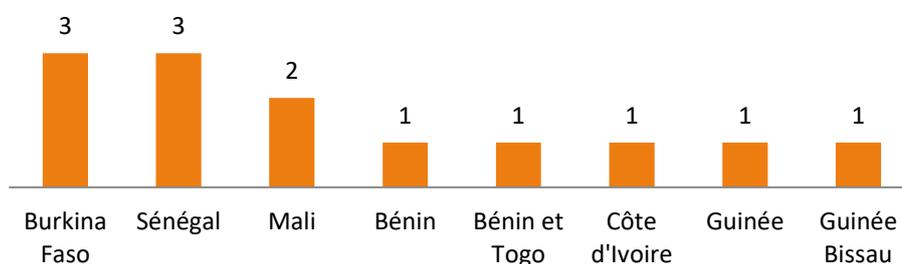
- soutenir l'**innovation paysanne, locale et durable** à l'exemple du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » ;
- **sensibiliser** les opinions publiques sur les enjeux agricoles et alimentaires à travers **ALIMENTERRE** ;
- plaider pour une **cohérence des politiques européennes et françaises avec les politiques de développement** pour le respect de la sécurité et de la souveraineté alimentaire et du droit à l'alimentation.

Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)

13 projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets « général » en 2018 dans 8 pays

En 2018, en raison d'une enveloppe réduite, l'appel conjoint Fondation de France / CFSI a été recentré sur un questionnement prioritaire, plus restreint que la problématique large de la connexion au marché. Seuls ont été sélectionnés les projets démontrant une réelle capacité à mettre en œuvre une (des) innovation(s) répondant au questionnement : comment dépasser les marchés de niche ? Que ce soit au travers des achats institutionnels ou via des actions visant à toucher un nombre significatif de consommateurs des catégories moyennes et pauvres, voire très pauvres.

13 dossiers sur 98 reçus ont été retenus.



Pays de mise en œuvre des 13 projets retenus

Les temps forts de l'année

AVRIL – NOVEMBRE 2018

L'évaluation du programme Terres nourricières met en lumière la « mutuelle de connaissances » du programme Pafao

L'évaluation de 2018 a mis en évidence une spécificité du programme Pafao : le volet Capitalisation des innovations locales et paysannes fonctionne comme une « mutuelle de connaissances », en travaillant de manière participative avec plus de 300 organisations françaises et ouest-africaines afin de sélectionner l'expérience et l'expertise de terrain, de les mettre en forme pour produire de la connaissance et de rendre cette dernière largement disponible sur internet. Le futur triennal (2019-2022) va étendre cette mutuelle de connaissances au-delà du seul programme Pafao et l'enrichir des enseignements tirés des actions de sensibilisation et de plaidoyer en faveur du consommateur local en Afrique de l'Ouest.

SEPTEMBRE 2018

Mise en ligne de la synthèse de la discussion du forum électronique Roppa-Pafao-Jafowa sur le suivi de l'évolution du revenu des femmes

Les femmes, paysannes ou transformatrices, sont les actrices incontournables des systèmes alimentaires ouest-africains. Les projets ont-ils un effet positif sur leurs revenus ? Plusieurs organisations du « réseau Pafao » avertissent : lorsqu'une activité agricole devient rentable, le risque existe que les femmes en soient évincées. Comment, alors, suivre l'évolution des revenus, leur répartition entre les femmes et les hommes ? Comment les projets peuvent-ils anticiper ce risque d'éviction ? Une quinzaine d'organisations ont échangé sur ces questions.

DÉCEMBRE 2018

Point final de l'écriture de la publication *Les batailles du consommateur local en Afrique de l'Ouest*

Après deux ans d'efforts collectifs, le tome 2 de la publication Pafao part chez l'imprimeur. Il comporte trois grandes parties qui font le tour des enjeux : comprendre les défis pour un essor du consommateur local, se mobiliser pour la reconquête des systèmes alimentaires dans les territoires, être force de proposition pour influencer sur l'environnement politique et institutionnel. Place est ensuite donnée à des entretiens avec « celles et ceux qui font », qui expliquent comment leurs organisations ont pris à bras-le-corps le défi d'une mise en marché des produits locaux qui répartisse la valeur ajoutée de façon équitable et qui mette à disposition des consommateurs une alimentation saine. Leur parole inspire, donne courage et, lorsqu'elle se tisse avec les argumentaires des plaidoyers pour un environnement politique plus favorable à l'agriculture familiale durable, donne confiance. Pourra-t-on alors dire : « Oui, les batailles du consommateur local peuvent être gagnées » ?

LE PROGRAMME PAFAO EN QUELQUES CHIFFRES

Créé en 2009 par la Fondation de France et le CFSI, le programme Pafao **renforce la capacité de l'agriculture familiale et paysanne à nourrir les villes et les zones rurales**. Cette agriculture a démontré son potentiel quant à la production d'alimentation, l'emploi et la durabilité écologique.

Elle constitue une solution au problème de la faim qui a progressé ces dernières années et concerne plus de 815 millions de personnes dans le monde.

Le programme identifie les innovations locales et paysannes qui connectent l'agriculture familiale aux marchés. Il anime des échanges entre des organisations pour tirer des leçons de leurs expériences. Il soutient également le changement d'échelle des innovations.

Il s'appuie sur des organisations ouest-africaines en partenariat avec des organisations françaises ou européennes, mais aussi sur des réseaux paysans régionaux afin de profiter des synergies entre territoires, de la capitalisation des expériences et de s'articuler avec les plaidoyers politiques.

Depuis sa création, Pafao c'est :

- 233 projets dans 14 pays
- Plus de 230 000 producteurs et de 26 000 transformateurs accompagnés, dont 40 % sont des femmes
- Près de 5 millions de consommateurs concernés
- un travail en collaboration avec 150 organisations ouest-africaines et 80 organisations européennes
- des liens forts et structurels avec le principal réseau paysan d'Afrique de l'Ouest, le Roppa
- en 2018, 84 projets Pafao étaient en cours (dont 18 sont des dossiers Coup de pouce). 16 d'entre eux se sont terminés à la fin de l'année.

Alors que le système alimentaire mondialisé montre ses limites, le programme ALIMENTERRE informe et incite les citoyens à agir en faveur de systèmes alimentaires durables et solidaires respectueux du droit à l'alimentation.

Les temps forts de l'année

FESTIVAL ALIMENTERRE 15 OCTOBRE – 30 NOVEMBRE 2018
Notre avenir se joue dans nos assiettes

Pour cette 12^e édition, le festival ALIMENTERRE a permis de faire un tour du monde des enjeux et des initiatives. 8 films ont servi de supports à près de 1 000 heures de débat : les semences paysannes, maillon essentiel de notre alimentation ? L'huile de palme, source d'énergie durable et de revenus décents pour les paysans ? L'agroécologie, la solution pour nourrir la planète ? Quel rôle des grandes entreprises dans la lutte contre la faim ? Quelle politique d'aide au développement ? Quels enjeux derrière les produits de grande consommation ? Quelles politiques agricoles et commerciales pour une alimentation durable et solidaire ?

70 % des débats ont mis en perspective les enjeux en France et dans le monde. Trois intervenants venus d'Afrique de l'Ouest étaient présents : Mariama Ouloguem, Mali (partenaire de l'Adesaf); Tanguy Gnikobou, Bénin et Hindatou Amadou, Burkina Faso (Gret).

LE FESTIVAL ALIMENTERRE EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis 2000, le CFSI a pour objectif **la sensibilisation des citoyens sur les enjeux alimentaires mondiaux.**

Il anime le Festival, le Prix et le réseau ALIMENTERRE en partenariat avec des acteurs du monde agricole et de la solidarité internationale.

Depuis le début du festival en 2007 :

- 472 500 personnes sensibilisées
- 9 730 événements organisés

Le Bilan 2018 du festival UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE PARTICIPANTS (+5 %)



1 500
 ÉVÉNEMENTS

8 documentaires



70 500
 SPECTATEURS

56 % jeunes
 44 % grand public



2 800
 ACTEURS IMPLIQUÉS

94 % des séances
 en France



12 pays
 ET 500 COMMUNES EN FRANCE

Belgique, Bénin, Congo-Brazzaville, France, Haïti, Ile Maurice, Les Comores, Madagascar, Mauritanie, Sénégal, Togo, Tunisie

Icônes d'illustration © Freepick



MAI 2018 5^e édition du Prix ALIMENTERRE

Organisé en partenariat avec la direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, le Prix ALIMENTERRE donne la parole aux jeunes entre 14 et 25 ans. 50 jeunes réalisateurs ont proposé un film court sur le thème « Nourrir la planète, aujourd'hui pour demain ». Le film Coup de cœur du Jury : *Du Rififi en cuisine*, réalisé par des jeunes de Grenoble était projeté en première partie du festival. Les lauréats ont présenté leur film lors du salon de l'agriculture sur le stand du ministère.



1^{er} Prix ALIMENTERRE 2018,
catégorie étudiants : Draw my
meal, réalisé par des étudiants de
GACO1 de l'IUT de Digne-les-Bains
(Provence-Alpes-Côte d'Azur)
© Maaf

LES FUTURS PROFESSIONNELS AGRICOLES MOBILISÉS

Une note de service est envoyée à tous les établissements de l'enseignement agricole. Leur implication est encouragée par la direction de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, par ses directions régionales et par ses réseaux d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (Red), de l'enseignement privé (Cneap) et des Maisons familiales rurales.

- Plus de 15 000 futurs professionnels agricoles se sont impliqués en 2018 : projection de documentaires en classe, réalisation de films courts, ou projets pluridisciplinaires.
- La formation ALIMENTERRE organisée avec Supagro Florac en mars 2018 à Montpellier a rassemblé 10 professeurs de l'enseignement agricole et 20 associations de toute la France.

Le réseau ALIMENTERRE continue à se structurer sur tout le territoire

Le CFSI anime le réseau ALIMENTERRE composé des partenaires nationaux, des coordinations qui animent les actions sur les territoires et les organisations locales. Le but est d'encourager la formation et la mise en réseau des acteurs sur leur territoire, l'échange et le développement d'innovations pédagogiques, la démultiplication des espaces de débat et de sensibilisation et la valorisation des initiatives pour susciter l'engagement citoyen. Il se réunit plusieurs fois par an.

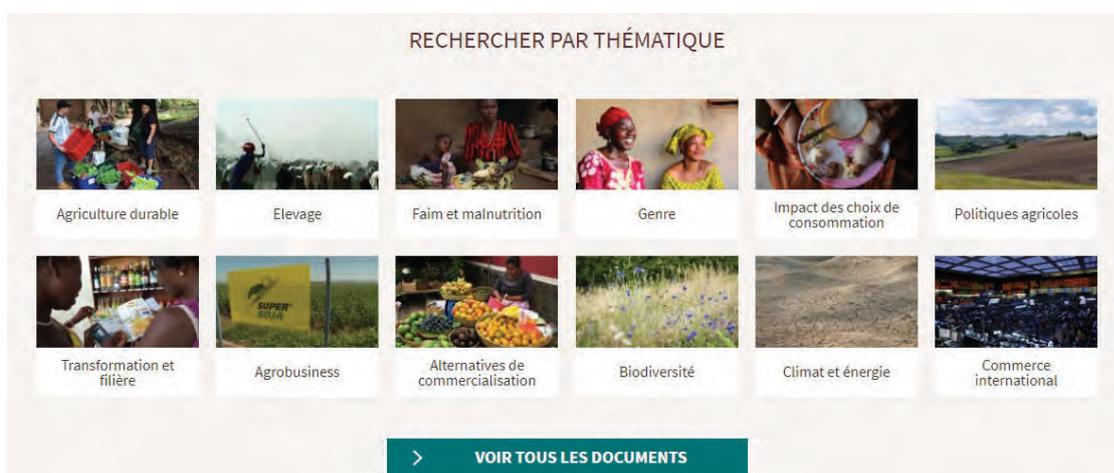
Le CFSI a accompagné 20 associations qui coordonnent ALIMENTERRE au niveau régional ou départemental, afin qu'elles intègrent une démarche territoriale et pluri-acteurs et adaptent les messages pour mieux relier les enjeux locaux et globaux et sensibiliser de nouveaux publics. Il a animé ses partenariats avec 28 réseaux nationaux représentant le monde agricole et alimentaire, des organisations de solidarité et des associations de défense de l'environnement.

Un nouveau site alimenterre.org

S'informer, sensibiliser, s'inspirer pour agir, s'unir ? Le site alimenterre.org a fait peau neuve en 2018 pour inviter à passer à l'action.

Les nouveautés

1. Une entrée plateforme avec :
 - des actualités, des études, des outils pédagogiques, une banque de films documentaires, le site propose des ressources classées autour de 12 thématiques ;
 - des exemples d'initiatives et une cartographie des acteurs impliqués en Afrique de l'Ouest et en France en faveur d'une agriculture et d'une alimentation durables et solidaires respectueuses du droit à l'alimentation ;
2. Une entrée festival destinée au grand public pour trouver un événement près de chez soi ;
3. Un accès réservé aux organisateurs du festival qui facilite la mise en ligne et le suivi des événements.



ZOOM SUR LA PLATEFORME ALIMENTERRE.ORG

Depuis 2018, les réseaux sont visibles sur le site alimenterre.org :

- les organisateurs de séances du Festival ALIMENTERRE figurent sur la carte : le réseau ALIMENTERRE, à partir du moment où ils se créent un compte (environ 700 référencés)¹ ;
- les organisations soutenues dans le cadre du programme Pafao sont visibles sur la carte : le réseau d'innovations locales et paysannes (plus de 230 référencées)².

¹ <https://www.alimenterre.org/le-reseau-alimenterre>

² <https://www.alimenterre.org/le-reseau-d-innovations-locales-et-paysannes>

Plaidoyer : pour des politiques cohérentes avec le développement de l'agriculture familiale

Pour promouvoir la cohérence des politiques françaises avec le développement de l'agriculture familiale et paysanne dans les pays du Sud, le CFSI mène un plaidoyer contre les Accords de partenariat économique, pour une Pac solidaire et pour la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Soutenir la reconnaissance par les Nations unies des droits des paysans

En 2018, le CFSI contribue activement à l'adoption de la Déclaration des Nations unies

Face aux multiples violations des droits humains auxquelles sont confrontés les paysans, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'élaborer la Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Suite à la mobilisation de la société civile et en particulier des mouvements paysans soutenus par le CFSI, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la Déclaration³ à une très large majorité, le 17 décembre 2018. La France, initialement opposée, s'est abstenue, suite au plaidoyer du collectif sur les droits des paysans animé par le CFSI et la Confédération paysanne.

Les faits marquants de l'année

La CNCDH prend position en faveur de la Déclaration

La France justifiait ses réserves sur la Déclaration par des raisons juridiques. Le collectif a pris contact avec la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), une institution officielle chargée de conseiller le gouvernement et le parlement, regroupant des membres aussi divers que des universitaires, le MEDEF, la CGT ou Amnesty International. Après avoir adressé un premier courrier signé par sa présidente en février, la CNCDH adoptait à l'unanimité un avis⁴, en octobre 2018, indiquant qu'aucun obstacle juridique ne s'opposait au soutien de la France à la Déclaration et l'invitant à voter en sa faveur.

Un large soutien à la lettre ouverte au président de la République

Le 29 mars 2018, 68 organisations et 59 personnalités ont signé un courrier rédigé par le collectif, demandant à la France de prendre position en faveur de la Déclaration.

Organisation d'un atelier d'experts avec des représentants des ministères

Le 12 juin 2018, le Collectif organisait un atelier avec 3 juristes (dont le président du pôle international de la CNCDH) et les représentants des ministères de l'Europe et des Affaires étrangères, de l'Agriculture et de la Transition écologique pour débattre des objections de la France.

Une accélération du plaidoyer

En avril 2018, le CFSI et la Confédération paysanne ont participé à la dernière session du groupe de travail du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer la Déclaration et rencontré la représentation française auprès des Nations unies à Genève. Nous avons également rencontré, avec Sol, la sous-directrice chargée des droits de l'homme au ministère des Affaires étrangères, des membres des cabinets du Premier ministre ainsi que des ministres de l'Agriculture et de la Transition écologique. Ce dernier s'est montré favorable à la Déclaration, l'Agriculture y étant opposé. La France a finalement choisi l'abstention.

³ <https://undocs.org/fr/A/C.3/73/L.30>

⁴ <https://www.cncdh.fr/fr/publications/avis-sur-la-declaration-sur-les-droits-des-paysans-et-des-autres-personnes-travaillant>

ZOOM SUR LES VOTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

La Déclaration a été approuvée par 121 pays, 8 votant contre et 54 s'abstenant. Les pays européens faisaient généralement partie de cette dernière catégorie à l'exception notable de 3 pays initialement opposés : le Luxembourg, le Portugal et la Suisse.

Promouvoir des politiques agricoles et commerciales solidaires avec les paysans d'Afrique de l'Ouest

En 2018, le CFSI se mobilise en faveur de la filière lait local ouest-africaine

Pour illustrer l'importance de la mise en cohérence des politiques françaises et européennes avec le développement des agricultures familiales ouest-africaines et en raison des enjeux spécifiques de la filière lait local, le CFSI a décidé de renforcer son action en faveur de ce secteur, en lien avec le programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao). Les producteurs ouest-africains sont en effet confrontés à la concurrence déloyale des importations de lait en poudre européen subventionné et à une très faible protection commerciale, cette dernière étant menacée de disparition en cas de mise en œuvre de l'Accord de partenariat économique avec l'Union européenne.

Les faits marquants de l'année

Publication de l'étude « Quelles politiques commerciales pour la promotion de la filière lait local en Afrique de l'Ouest ? »

Cette étude a été réalisée en 2017 par le Gret et orientée par un comité de pilotage animé par le CFSI avec la participation des 3 principales organisations paysannes ouest-africaines (Apress, RBM et Roppa) et d'ISF-Agrista. Elle s'appuie en particulier sur 3 ateliers pluriacteurs organisés à Dakar et Ouagadougou, avec la participation d'organisations d'éleveurs, de minilaiteries et d'industriels, de représentants des pouvoirs publics et de chercheurs⁵.

Plaidoyer en Afrique de l'Ouest et en France

L'étude a contribué aux argumentaires et propositions des initiateurs de la campagne ouest-africaine « Mon lait est local » et au plaidoyer du CFSI en France, avec Coordination SUD et la Plateforme pour une autre Pac (auditions à l'Assemblée nationale sur la Pac puis sur les suites de l'Accord de Cotonou entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, rencontres avec les cabinets du Premier ministre et du ministre de l'agriculture). Un document de 4 pages a été publié pour accompagner les rendez-vous de plaidoyer⁶.

Atelier avec l'interprofession laitière française (CNIEL)

Pour mettre en débat les conclusions de l'étude et sensibiliser des professionnels français aux enjeux du développement de la filière lait local ouest-africaine, le CFSI a organisé avec Guinée 44, le Gret, ISF-Agrista, Sol et Élevages sans frontières un atelier, le 13 novembre 2018, auquel ont participé une trentaine de personnes. L'étude avait été présentée par le Gret et une représentante de l'Apress, coordinatrice de la campagne ouest-africaine.

⁵ <http://www.alimenterre.org/quelles-politiques-commerciales-pour-la-promotion-du-lait-local-en-afrique-de-l-ouest>

⁶ <https://www.cfsi.asso.fr/actu/reformer-politiques-agricole-et-commerciale-europeennes>



Séminaire international de clôture CAAC
dans les locaux de l'AFD, avril 2018
© Alain Goulard

Coopérer autrement

La faiblesse et l'isolement d'une société civile constituent un lourd handicap pour progresser dans le changement, le développement et la démocratie. Le CFSI s'est engagé à relever le défi **d'accompagner des sociétés civiles à se structurer**. Cet engagement se concrétise dans deux pays ayant connu de longues guerres civiles : l'Algérie et la République du Congo.

Le CFSI s'attelle, avec ses membres, à **renouveler les façons de coopérer et tisser des liens de solidarité**, pour encourager un apprentissage mutuel sur les effets du dialogue entre acteurs publics, économiques et la société civile.

Trois principes organisent cette démarche :

- s'inscrire dans une **approche pluriacteurs** associant organisations de la société civile, pouvoirs publics et secteur marchand ;
- soutenir des coopérations mutuelles et des **solidarités de territoire à territoire** ;
- privilégier le **temps long** de la concertation.

Coopérer autrement en acteurs de changement

En 2018, le programme s'est concentré sur les apprentissages de 4 années d'expérimentations, de partage d'expériences et de réflexions communes.

Les faits marquants de l'année

Un séminaire international de clôture pour faire la synthèse des réflexions

Le 13 avril 2018, 110 participants se sont retrouvés à l'Agence française de développement autour du thème « Lutter contre les inégalités : un enjeu partagé entre acteurs des territoires ? ». Au programme : des échanges sur les solutions pluri-acteurs prônés par le CAAC avec des chercheurs, fondations, élus, acteurs économiques et sociaux actifs en France et/ou à l'international sur le sujet. Une « foire aux initiatives » a croisé les opérations pilotes du programme avec des organisations qui relient l'économie et le social comme le Mouves, la Jeune Chambre Économique Française, l'Agence France Entrepreneur et le Colab.

Tester le soutien aux dialogues pluri-acteurs pour prolonger ou initier des partenariats

Les phases préparatoires et de montage de projets sont rarement financés par des bailleurs. Et pourtant elles sont indispensables ! C'est pourquoi le CFSI a lancé un appel visant à soutenir l'établissement ou le renforcement de dialogues pluri-acteurs, soit pour prolonger une dynamique existante, soit pour initier un nouveau partenariat. 11 dialogues ont été financés en 2018 : 5 avaient pour objectif de réaliser des diagnostics partenariaux initiaux (dont 3, en réfléchissant à des projets inspirés d'une opération pilote, en termes de reproductibilité ou d'élargissement des partenariats) et 6 visaient à approfondir des relations partenariales tissées dans le cadre d'un projet antérieur.

Synthèse des relations avec le secteur marchand, capitalisation et évaluation

La capitalisation menée durant 4 ans sur les pratiques partenariales pluri-acteurs et sur les coopérations de territoire à territoire a fait l'objet d'un rapport final. Le cycle de trois conférences sur les rapports avec le secteur marchand a donné lieu à une synthèse qui recense les conditions d'une bonne coopération avec ces acteurs économiques. L'analyse du dispositif de suivi-évaluation en continu a été restituée plus particulièrement aux quatre membres du CFSI des Hauts-de-France qui ont mené une réflexion collective sur les conditions de partenariats avec les acteurs économiques dans leurs projets sur leurs territoires.

Élaborer la deuxième phase du programme

Fort de tous ces enseignements, une deuxième phase a été élaborée et déposée pour financement à l'AFD. Celle-ci a donné son feu vert en décembre.

LE PROGRAMME COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis 2014, le programme CAAC propose aux membres du CFSI d'expérimenter de nouvelles manières de coopérer, des partenariats plus divers, des champs d'action en France et à l'international - autour d'enjeux partagés qui relient l'économie et le social - pour mieux lutter contre les inégalités.

Le CAAC, c'est :

- un programme dédié à tous les membres : deux dispositifs continus de suivi-évaluation et de capitalisation ;
- 9 opérations pilotes sur 10 objectifs de développement durable mobilisent 10 membres, 70 partenaires et bénéficient directement ou indirectement à 460 000 personnes ;
- 11 organisations initient ou prolongent des dialogues pluri-acteurs ;
- 17 membres du CFSI investis dans les temps forts du programme.

Programme Concerté Pluri-acteurs Joussour (Algérie) : des dynamiques collectives en consolidation sur les deux rives de la Méditerranée

2018 : consolidation et autonomisation

L'ensemble des projets soutenus reposent aujourd'hui sur des partenariats pluri-acteurs et les dialogues s'élargissent dans le cadre de certains projets, aux Universités et aux entreprises. Entre les deux rives les partenariats se renforcent. Les dialogues et actions répondent à des enjeux communs et partagés par les membres des deux rives à l'image du projet porté par l'association oranaise Bel Horizon en partenariat avec le Comité Mosellan de Sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des adultes et le département de sociologie de l'Université de Lorraine autour d'un projet sur la lutte contre les stéréotypes et les discriminations. Au plan local également, les jeunes se mobilisent et font preuve d'engagements citoyens sur les territoires en engageant des démarches d'éducation à l'environnement et en se mobilisant dans des conseils consultatifs de jeunes où ils se positionnent comme force de propositions sur leurs territoires.

Les faits marquants de l'année

Les 119 membres de Joussour se sont réunis en Assemblée plénière en avril 2018 à Oran. À cette occasion, ils ont échangé et voté le futur objet social de Joussour à l'unanimité. Les membres des deux rives ont réaffirmé à travers ce texte les valeurs de paix, de solidarité et d'ouverture qui les rassemblent autour d'enjeux identifiés conjointement et partagés concrètement. Ils s'attachent désormais à en structurer la gouvernance et étudient les possibilités de formaliser juridiquement ce futur collectif. En France également, les membres français ont engagé une réflexion sur la création d'un collectif dédié à cette coopération entre les acteurs des deux rives.

La reconnaissance de l'utilité sociale de l'action associative

Bien que remarquable, l'action des associations algériennes reste relativement confidentielle et peu connue. C'est pourquoi Joussour s'est engagé dans la production de deux films dédiés à la rendre visible et plus accessible mais aussi à valoriser ses pratiques. L'un présente les pratiques et activités des membres en faveur de publics jeunes et enfantins en situation de précarité ou de vulnérabilité et l'autre porte sur la valorisation de la mobilisation citoyenne des jeunes engagés dans des actions de solidarité de proximité. La réalisation d'une exposition photographique complètera cette gamme de productions qui devrait contribuer à rendre visible l'utilité sociale de l'action associative en Algérie.

L'association El Bahdja jeunesse et développement met en œuvre un projet de sensibilisation des jeunes. Elle valorise le patrimoine matériel et immatériel de ce territoire à travers le théâtre, la musique et le multimédia, en partenariat avec deux autres associations de jeunes, Numidia et Panorama et avec le soutien de la Direction de la jeunesse et des sports de la Wilaya ainsi que de l'association El Ghaït.

LE PCPA JOUSSOUR EN QUELQUES CHIFFRES

Joussour rassemble 119 organisations membres, associations des deux rives, collectivités locales, services déconcentrés de l'État et Universités...

- En 2018, 4 ateliers dédiés à faciliter l'interconnaissance et l'échange de pratiques entre porteurs de projets ont été organisés ainsi que deux bilans à mi-parcours et un bilan final dans le cadre des 4 fonds d'appui qui soutiennent la mise en œuvre de 40 projets.
- Un film de valorisation des pratiques et actions des associations algériennes est en cours de réalisation.
- Plus de 7 200 abonnés à la page Facebook de Joussour au 31/12/2018 soit une progression du nombre d'abonnés de plus de 28 % en 1 an
<https://www.facebook.com/pcpalgerie/>



Programme Concerté Pluri-acteurs Congo : tout est prêt pour la phase d'envol

Fin 2018, 11 projets ont été sélectionnés dans le cadre d'un appel ciblant cinq groupes vulnérables. 42 projets ont été menés à bien et clôturés. Le comité de pilotage, élu par les 143 membres du programme en novembre 2017, a poursuivi sa mobilisation pour une société civile forte, capable de dialoguer avec les pouvoirs publics, sur des sujets d'intérêts locaux et nationaux, tout en renforçant les capacités des OSC.

Les faits marquants de l'année

« Agir ensemble pour la défense des droits des minorités et groupes vulnérables », une démarche fondée sur l'approche par les droits

En 2018, plusieurs associations membres du programme ont conduit dans plusieurs localités un diagnostic de la situation de cinq groupes vulnérables : femmes victimes de violence, enfants et jeunes marginalisés, personnes vivant avec handicap, peuples autochtones, personnes vivant avec le VIH. 60 associations ont ensuite été formées à la protection juridique et à l'approche par les droits. Sur cette double base, 25 d'entre elles ont déposé une demande de subvention pour agir concrètement sur la situation de ces personnes vulnérables, sensibiliser la population et les pouvoirs publics sur leurs conditions de vie et amener les décideurs à agir. À chaque étape, les groupes vulnérables sont parties prenantes.

AGIR POUR LES DROITS DES ENFANTS À BRAZZAVILLE, ARRONDISSEMENT 8, MADIBOU. ONG ENFANCE CRÉATRICE DE DÉVELOPPEMENT (ENCREDE) ET SON PARTENAIRE ORGANISATION DE LA JEUNESSE POUR L'ÉDUCATION SOCIO-CULTURELLE (OJESC) : POUR LA RESCOLARISATION ET L'INSCRIPTION À L'ÉTAT CIVIL

« Je m'appelle Nganga Junior, je suis né en 2004, j'ai 14 ans, je suis issu d'une famille de 4 enfants. Mon père pratique le maraichage, j'ai quitté l'école depuis la classe de CE1 par manque de soutien. Je donne un coup de main dans une buvette en puisant de l'eau et en assurant le ménage contre 700 FCFA par jour. Malgré cela, je suis gêné quand je vois d'autres enfants aller à l'école chaque matin. Mon souhait, c'est de repartir à l'école. »

ACCOMPAGNER DES JEUNES DÉSCOLARISÉS ACTIFS DANS LE SECTEUR DE L'ARTISANAT, POINTE NOIRE ET DOLISIE. ONG ASSOCIATION DES JEUNES POUR L'INNOVATION AU DÉVELOPPEMENT (AJID) ET L'ASSOCIATION POUR L'ASSISTANCE ET LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES FILLES MÈRES (AADJFM) : POUR LA PROTECTION ET LA DÉFENSE DES DROITS ÉCONOMIQUES SOCIAUX ET CULTURELS

Jean de Dieu Nzaou, membre de l'Association des électriciens à Pointe-Noire, témoigne : « Nous, les jeunes artisans, avons longtemps été marginalisés. Nous exerçons des métiers peu valorisés et mal considérés par la communauté et les autorités. Nombre d'entre nous n'ont pas été à l'école. Nous exerçons des métiers manuels, souvent difficiles et pénibles, sans assurance professionnelle. Le Congo se construit et nous sommes une pièce maîtresse de cette construction... mais nous ne savons pas s'il existe des droits pour nous, il y a encore beaucoup à faire pour que nos métiers soit reconnus à leur juste valeur. »

Disparition d'Alain Francis Mbemba

La fin de l'année 2018 a été marquée par le décès brutal d'Alain Francis Mbemba, salarié de la cellule exécutive du PCPA depuis sa création et responsable de la composante développement local. Il a durablement marqué de son empreinte la société civile congolaise : par sa foi en l'humain, en l'autre, il poussait chaque membre du programme à donner le meilleur de lui-même. Il encourageait les nouveaux responsables, mettait les initiatives en synergie. Militant inlassable, investi dans de nombreuses associations, il ne se mettait jamais en avant et ne refusait jamais de donner de son temps.

LE PCPA CONGO EN QUELQUES CHIFFRES

Suite à l'Assemblée plénière tenue en novembre 2017, le PCPA compte 143 membres : organisations de la société civile congolaise et française, actives dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités et le respect des droits au Congo.

Le programme renforce la société civile congolaise, en dialogue avec ses homologues français et les pouvoirs publics, par une culture du faire ensemble, d'accompagnement au renforcement interne, de reconnaissance par les populations comme par les autorités.

De 2008 à fin 2018, le PCPA Congo c'est :

- 100 projets portés par des associations dont 11 sont en cours ;
- 248 240 personnes ont participé aux projets ou vu leur situation s'améliorer ;
- 170 pouvoirs publics mobilisés dans les projets sur leurs territoires : départements, communes, quartiers ;
- Une page Facebook et un site :
<https://www.facebook.com/pcpacongo.brazzaville>
<https://pcpacongo.org/>



Parmi les réalisations de la composante développement local : la construction d'un mur d'école à Mouyoundzi ou encore le pavement d'une rue à Poto-Poto (Brazzaville)



Approche par les droits : travail sur la situation des personnes vivant avec le VIH à Dolisie, avec les personnes vivant avec le VIH. .

RAPPORT FINANCIER

Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI

Le CFSI est une plateforme qui regroupe des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Ses activités s'organisent autour de ses deux missions sociales : agriculture et alimentation, société civile et participation⁷. Elles se concrétisent par le soutien financier à des actions réalisées principalement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les membres et les partenaires du CFSI les mettent en œuvre grâce à l'engagement solidaire des donateurs du CFSI et aux fonds octroyés par des bailleurs privés et publics, notamment l'Agence française de développement (AFD). Pour chacun des programmes, un comité comprenant des intervenants bénévoles spécialisés sur une thématique (par exemple agriculture et alimentation), des représentants d'organisations membres et des salariés du CFSI sélectionne les propositions de projets. Le bureau du CFSI, composé de 4 personnes élues, en assure la validation. Chaque action fait l'objet d'une convention avec le porteur. Elle est alors suivie de manière précise et s'intègre à des programmes plus globaux. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'évaluations externes et d'audits. L'équipe salariée anime des réunions de partage d'expériences pour tirer les enseignements des activités menées. Elle anime le réseau ALIMENTERRE pour sensibiliser les consommateurs aux enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durables et solidaires et mène un plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation.

Les emplois et les ressources de l'exercice 2018

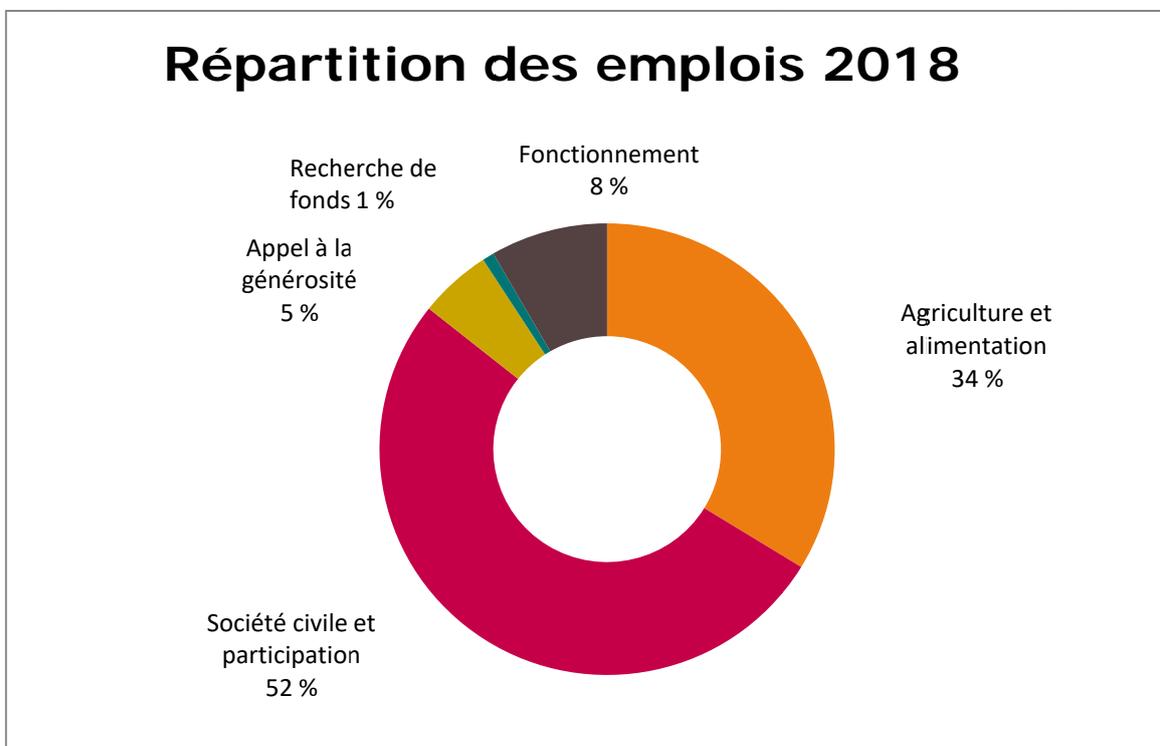
EMPLOIS EN EUROS	Emplois 2018	en %	Affectation générosité 2018	en %
Agriculture et alimentation	1 172 489		282 900	
Société civile et participation	1 805 524		8 820	
Total des missions sociales	2 978 013	86%	291 720	69%
Appel à la générosité	178 455	5%	128 278	31%
Recherche de fonds privés et publics	29 172	1%		
Fonctionnement	289 416	8%	0	0%
Total emplois exercice	3 475 056	100%	419 998	
Engagement à réaliser sur ressources affectées	1 134 536			
Excédent des ressources de l'exercice	3 470			
TOTAL GÉNÉRAL DES EMPLOIS	4 613 062		419 998	100%

Les emplois de l'exercice concernent :

- les missions sociales définies par le conseil de direction en 2010 : agriculture et alimentation, société civile et participation. Elles incluent les frais de mise en œuvre et de suivi des différentes actions menées et représentent 86 % des emplois ;
- les frais d'appel à la générosité du public (5 %), c'est-à-dire les dépenses liées à l'information des donateurs (au maximum 4 courriers par an) et à la recherche de nouveaux donateurs ;
- le temps de travail dédié à la recherche de fonds privés et publics (1 %) pour établir des dossiers de demandes de financement ;

⁷ La mission sociale « Agriculture et alimentation » correspond aux activités en faveur du droit à l'alimentation – la mission sociale « Société civile et participation » aux activités qui visent à « Coopérer autrement ».

- le fonctionnement (8 %) qui inclut la vie associative, les frais de gestion générale de l'association (locaux, services administratifs) et la communication institutionnelle ;
- les engagements à réaliser sur les ressources affectées reflètent les engagements du CFSI sur la durée. En fin d'année, les fonds affectés à des actions pluriannuelles mais non encore utilisés sont comptabilisés en engagements. Ils seront utilisés l'année suivante pour poursuivre les projets.



RESSOURCES EN EUROS	Ressources 2018	en %	Suivi des fonds issus de la générosité du public
Report des ressources collectées auprès du public non utilisées en 2017			102 562
Dons	505 081	16%	505 081
Subventions privées	281 670	9%	
Autres produits	465 144	15%	
Sous total fonds privés	1 251 895	40%	
Subventions publiques	1 920 264	60%	
Sous total fonds publics	1 920 264	60%	
Total ressources exercice	3 172 159	100%	
Report des ressources non utilisées	1 440 903		
Variation des fonds dédiés collectés auprès du public			- 34 716
TOTAL GÉNÉRAL DES RESSOURCES	4 613 062		470 365
Total des emplois financés par la générosité			419 998
Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice			145 929

Les ressources de l'exercice proviennent des fonds privés (40 % des ressources) et des fonds publics (60 %).

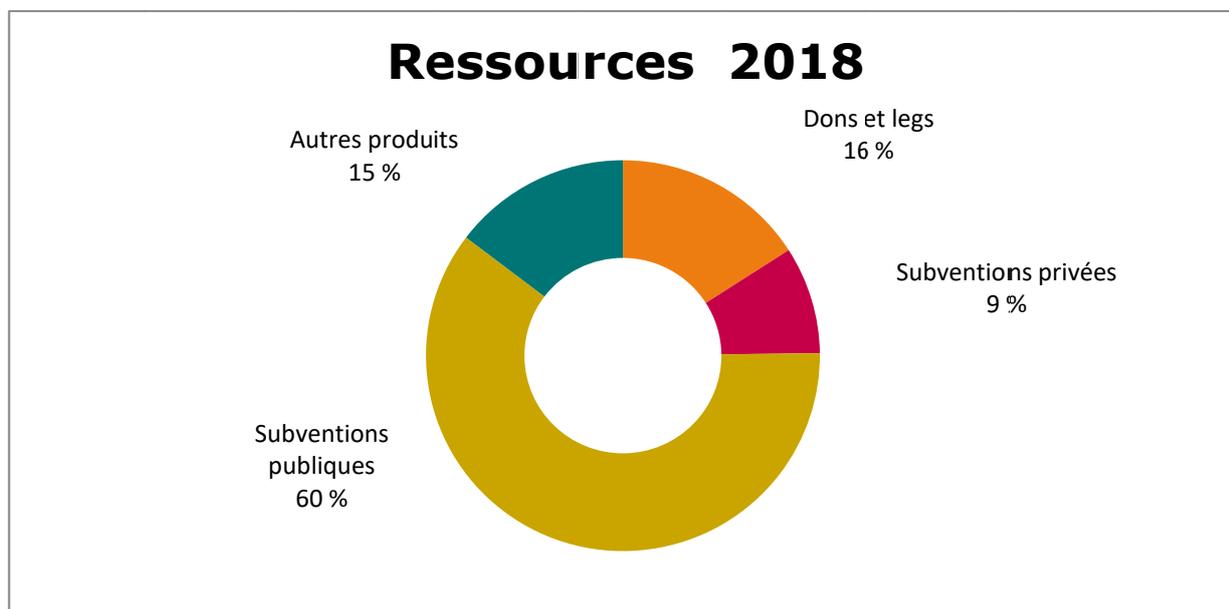
Les fonds privés comprennent :

- des dons dont 49 % proviennent des dons réguliers par prélèvement ;
- des subventions privées qui correspondent à des soutiens de fondations, notamment de la Fondation de France et de fondations sous égide ;
- les autres produits qui incluent les cotisations des membres du CFSI, les participations financières des membres et des partenaires à des programmes et les produits financiers.

Les fonds publics proviennent de l'Agence française de développement et de l'Union européenne. Ils financent les activités menées dans le cadre des missions sociales. Une part réduite de ces subventions finance le fonctionnement (pourcentage fixé par les bailleurs).

L'utilisation des fonds issus de la générosité du public

En 2018, le CFSI a utilisé 419 998 € de fonds issus de la générosité du public. Ce montant est légèrement inférieur au montant collecté durant l'année (505 081 €). Une partie des fonds collectés cette année a été mise en réserve afin de garantir le financement des projets pluriannuels sélectionnés en 2018 et ainsi respecter l'engagement pris par le CFSI envers les porteurs de projet. Le CFSI a affecté 291 720 € aux missions sociales, par ordre d'importance aux actions de soutien à l'agriculture familiale puis aux actions liées au programme société civile et participation. 128 278 € ont été utilisés pour l'information des donateurs et la recherche de nouveaux donateurs.



Le bilan du CFSI

ACTIF EN EUROS	31/12/2017	31/12/2018	PASSIF EN EUROS	31/12/2017	31/12/2018
Actif immobilisé	25 823	26 898	Réserves	418 706	422 175
Créances (dont produits à recevoir)	3 641 159	2 968 302	Provision pour risques	5 000	
			Fonds dédiés	2 840 837	2 534 470
Trésorerie	2 274 457	1 446 394	Dettes	2 319 668	1 792 529
Charges constatées avance	1 442 267	1 079 241	Produits constatés avance	1 799 495	771 661
TOTAL ACTIF	7 383 706	5 520 835	TOTAL PASSIF	7 383 706	5 520 835

Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. La diminution du total du bilan reflète les principes d'action du CFSI. Pour être efficace, le CFSI inscrit dans la durée ses missions avec ses organisations membres ou des partenaires. L'état d'avancement des programmes fait varier chaque année le montant des charges et des produits constatés d'avance.

Les réserves du CFSI (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotations aux engagements) correspondent à 1,5 mois d'activités. Ce ratio est quasiment équivalent à celui de 2017. Il reste toujours insuffisant pour assurer la pérennité des actions du CFSI.

Certification des comptes : les comptes de l'exercice 2018 ont été certifiés par Doucet, Beth et associés, représenté par Madame Nathalie Elio, commissaire aux comptes du CFSI.

Publication des comptes : les comptes détaillés sont déposés chaque année sur le site du Journal Officiel. Ils sont disponibles sur le site Internet du CFSI et sont envoyés par courrier sur simple demande.

Agrément : le 28 mars 2019, le Don en Confiance a renouvelé l'agrément triennal du CFSI. Le Don en Confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis 30 ans, il a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur quatre grands principes : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière. Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte. Le Don en Confiance en contrôle l'application. Pour en savoir plus : www.donenconfiance.org.

ANNEXES

Liste des projets sélectionnés et suivis en 2018

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS D'ACTION	Porteur	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
FINANCEMENT CFSI					
Guinée-Bissau	GRDR	BALOLAM	Appui à la commercialisation de masse de l'huile de palme durable en région de Cacheu	50 000 €	36
Sénégal	SOL	FONGS	Promotion de la souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales au Sénégal	50 000 €	36
TOTAL financement 2018 CFSI				100 000 €	
FINANCEMENT FONDATION DE FRANCE					
Bénin	URP-AL	ICRA	Promotion du consommables local en milieu scolaire	49 927 €	36
Burkina Faso	APROSSA	AV	Appui aux initiatives locales de commercialisation des produits agricoles	49 761 €	36
Burkina Faso	FIAB	GRET	Valorisation des produits locaux (PFNL, lait, niébé) et professionnalisation des MPME agroalimentaires	10 000 €	36
Burkina Faso	RIKOLTO	UNPRB	Renforcement de l'accès des OP aux marchés institutionnels au Burkina Faso	49 882 €	36
Côte d'Ivoire	APDRA	APCI	Tilo : développement de l'offre du tilapia local par la pisciculture familiale en Côte d'Ivoire	50 000 €	36
Guinée	UNIVERS-SEL	FEDE KAFO	Développement durable de l'agriculture de mangrove (Déduram)	45 000 €	32
Mali	ICD	CIDR	Défi lait - Lutte contre la malnutrition rurale et urbaine par la valorisation du lait local au Mali	50 000 €	36
Mali	RIKOLTO	PNPR-M	Au Mali, les OP de riz accèdent à une part importante des marchés institutionnels	45 735 €	30
Multi pays	AFL	OADEL	Promotion des produits locaux à travers la restauration sur les marchés de masse et institutionnels (Parmi)	50 000 €	36
Sénégal	SOS FAIM BELGIQUE	ANDPI	Une alimentation plus locale et diversifiée dans les cantines scolaires rurales défavorisées	49 546 €	36
Sénégal	CEEDD	SUKHALI	Reconnecter les marchés locaux par la végétalisation des quartiers urbains et périurbains	49 956 €	36
Sénégal	CNCR	-	Renforcement de l'implication des femmes rurales dans les systèmes alimentaires locaux	30 000 €	15
TOTAL financement 2018 Fondation de France				529 807 €	

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT

PORTEUR	Territoire	Titre de l'initiative	Subvention
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT			
Adesaf	Commune d'Allonnes, France Commune de Sangha, Mali	Accompagner le dialogue et l'identification d'enjeux partagés de la coopération décentralisée Allonnes-Sangha vers plus de solidarité internationale.	5 200 €
Batik International	France Vietnam Méditerranée	Co-construire un plaidoyer commun en faveur des femmes en situation vulnérable.	5 200 €
Cap Solidarités	France	Phase de diagnostic pour la création d'un Cluster qui accompagne la création d'un dialogue multi acteurs sur les transitions des territoires au regard des ODD et de la solidarité internationale.	4 869 €
CGT	France Philippines	Former à la défense juridique.	4 330 €
Essentiel	Afrique de l'ouest France	Concertation pluri-acteurs – coordination des initiatives de solidarité vers une démarche globale d'accès à la santé des populations.	5 180 €
Essor	Tchad France	Appui à la plateforme nationale des acteurs de la FIP au Tchad pour une optimisation de son fonctionnement et de sa gouvernance.	5 200 €
GRDR	Algérie Hauts-de-France	Passerell-ESS : approfondir les liens entre le Grdr et l'APES en renforçant la collaboration sur les territoires ici et là-bas.	5 200 €
Gret	Cambodge Vietnam France	Renforcer le dialogue entre acteurs du territoire sur la gouvernance alimentaire dans le cadre d'un projet de développement local à Siem Reap au Cambodge.	4 500 €
Guinée 44	France Guinée	Prospectives partenariales.	5 000 €
Secours populaire français	France Salvador	En acteurs de changement, des paysans français et Salvadoriens associés à des chercheurs et des étudiants, impulsent de territoire à territoire l'agriculture et l'alimentation biologique.	5 200 €
Univers-Sel	France Cambodge Sénégal	Développer un projet d'économie solidaire avec un volet commercial et d'échanges et d'appui technique pour permettre aux producteurs locaux de s'approprier leurs filières de sel artisanal.	4 450 €
TOTAL financements attribués en 2018			49 460 €

PCPA ALGÉRIE - JOUSSOUR

ASSOCIATION	Intitulé du projet	Financement
FINANCEMENT CFSI, FONDATION DE FRANCE, UNION EUROPÉENNE, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Association pour l'Accès à l'Education et la Culture	Les métiers du livre au cœur de l'insertion des jeunes : La Bande Dessinée comme appui	39 234 €
Association Tej pour la Santé	Préservons l'enfance en sécurisant les naissances	38 846 €
Association Wafa des parents d'enfants en difficultés mentales	Wafa refuge de l'enfant en difficultés mentales	43 443 €
Association Ibtissama pour les personnes aux besoins spécifiques	Une ferme cunicole pour les personnes handicapées	43 978 €
Association Humanitaire Tudert village Fethoune	Renforcement d'une approche implicite et participative dans la gestion environnementale pour un développement durable	21 934 €
Association pour la réhabilitation du vieil hôpital de Sidi El Houari	Niya – Pour une Culture de la Paix	44 000 €
Association pour l'Aide, la Recherche et le Perfectionnement en Psychologie « SARP »	INSAF (équité et égalité, espace de prise en charge psychopédagogique pour enfants trisomiques, pour enfants en situation d'autisme et accompagnement de leur parents)	31 962 €
Fédération Algérienne des personnes handicapées (FAPH)	Une société accessible aux personnes handicapées est une société de droits accessible à tou-te-s	42 443 €
Association de solidarité et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion « El Ghaith »	Les jeunes au service de la capitalisation des FAP's d'El Ghaith à travers la vidéo	43 973 €
Association de Protection Contre le Sida APCS Algérie	Personnes Usagères de Drogues à Alger : état des lieux et mise en place de programme de réduction des risques (RdR)	44 234 €
Total des financements attribués en 2018 au fonds d'appui aux projets		394 046 €
Association pour la protection de l'environnement	Pépinière pour le développement des plantes médicinales	5 096 €
Association des Personnes en situation d'Handicap Ighli	Comme une personne en situation d'handicap j'ai le droit au travail	5 099 €
Association Culturelle Jil Saad	Soutien des enfants et des jeunes démunis dans leur cursus scolaire	5 092 €
Association Culturelle Tafath	Accompagnement de la jeunesse pour la participation à la vie publique et au développement de la commune.	5 093 €
Association De Lutte Contre Les Myopathies	Promouvoir l'insertion économique des jeunes vulnérables en situation de handicap	5 098 €
Association l'Etoile du Sud	Une publication, un message, un impact	5 096 €
Association activités des jeunes du complexe sportif de proximité à El Robbah	Séances de soutien en langue française pour les enfants	5 094 €
Association Bariq21 pour la promotion des énergies renouvelables et développement durable	Graine 21	5 085 €
TOTAL des financements attribués en 2018 au fonds d'appui à l'action associative locale		40 753 €

ASSOCIATION	Intitulé du projet	Financement
Association pour l'Accès à l'Education et la Culture	Expression et participation citoyenne de l'association agir pour l'accès à l'éducation et à la culture	14 998 €
Association Humanitaire Tudert village Fethoune	Accompagnement des jeunes pour un meilleur engagement associatif permettant l'optimisation de l'intervention des associations dans leur environnement.	14 774 €
Association féminine Aicha Oum El Mouminine	Découvrir, comprendre et agir	14 982 €
Association Etoile Culturelle d'Akbou	Young Green Action 'Yo.G.A'	14 887 €
Association Thidoukla pour les activités des jeunes	Green City Bouandas 2018	11 366 €
Association des parents d'enfants infirmes moteurs d'origine cérébrale	Seuls, nous réalisons peu, ensemble nous faisons beaucoup, vers l'intégration artistique et culturelle des personnes handicapées.	14 950 €
Association Culturelle Bel Horizon	Horizon ciné populaire	14 352 €
Scouts musulmans algériens Bouira	Renforcement de la Citoyenneté et Promotion de la Participation Démocratique des Jeunes au niveau Local	14 547 €
Association Culturelle Jil Saad	Renforcer l'esprit de citoyenneté	14 751 €
Association INSAF pour la Défense des Droits de l'Enfant	Jeunesse Positive de SETIF « JPS »	14 891 €
Association de Lutte Contre la Myopathie à Sétif	Favoriser la participation des jeunes en situation de handicap à la vie culturelle et récréative	12 459 €
Association TEJ pour la santé	Les jeunes au service des enfants en situation de handicap	13 625 €
TOTAL des financements attribués en 2018 au fonds d'appui aux initiatives jeunesse		170 582 €

Liste des projets pluriannuels suivis en 2018

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI				
Burkina Faso	Gret	Fepab	Valorisation des produits locaux transformés pour les marchés urbains au Burkina (Repam)	50 000 €
Sénégal	Grdr	CRCR	Approvisionnement des cantines scolaires et marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains par les producteurs des quartiers péri urbains	50 000 €
TOTAL financement CFSI				100 000 €
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT				
Bénin	Asap	Appa	Production en zone rurale et promotion du sumbala comme substitut au cube maggi en zone citadine	14 772 €
Bénin	Aleimar	Caritas Nattintingou	On sème l'avenir	15 000 €
Bénin	Germe	-	Promotion des plateformes agricoles pour la conquête durable des marchés	19 904 €
Bénin	Hortitechs	-	Labellisation du jus de mangue, la tomate purée et le riz du Bénin pour mieux vendre	20 000 €
Burkina Faso	AT	Baobab	Transformation de produits agricoles et forestiers pour le marché urbain	49 745 €
Burkina Faso	Aprossa	-	Stratégie de changement d'échelle de la filière fonio	29 918 €
Burkina Faso	Upromabio	-	Stratégie pour une consommation biologique à grande échelle au Burkina Faso	19 838 €
Burkina Faso	Solidagro	Apedr	Mettre sur le marché local des légumes de qualité aux périodes de vente rentable	29 170 €
Burkina Faso	AT	Atad	Création d'une filière de production et de commercialisation de produits bios	36 472 €
Burkina Faso	Adesaf	CBS	Transition agroécologique et consommation locale à Kokologho	25 000 €
Burkina Faso	UNMFR/BF	UNMFREO	Appui à la production et à la commercialisation des produits issus de l'agriculture familiale	29 999 €
Burkina Faso	AFL	CPF	Commande institutionnelle de produits alimentaires locaux au Burkina	20 000 €
Guinée	CAG44	FOP-BG	Appui à la production et commercialisation agricole par le biais de la transformation des produits locaux dans la préfecture de Boké	15 000 €
Mali	UNMFR-M	UNMFREO	Structurer et renforcer une filière avicole	42 263 €
Mali	ICD	CIDR	Nourrir les villes par l'élevage des espèces à cycle court (Novéc)	50 000 €
Sénégal	Enda Pronat	Enda Europe	Amélioration de la conservation et développement des marchés ASD	49 897 €
Sénégal	Farsen	Resolis	Systèmes alimentaires territorialisés et autosuffisance alimentaire au Sénégal	50 000 €
Sénégal	Solidagro	Adak	Film projet souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales	15 000 €

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
Togo	AJFD	Orepsa	Réhabilitation de l'huilerie artisanale de Pana Bagou au nord du Togo	29 674 €
Togo	FNMFFRT	UNMFREO	Une filière oignon plus compétitive, facteur de développement local	29 705 €
Togo	ESF	ESFT-Graphe	Création d'un circuit court de commercialisation d'un produit de terroir de qualité	48 000 €
Togo	AFL-GD	Oadel	Promotion et accès aux produits issus de l'agriculture familiale au Togo	30 000 €
Togo	ETD	CIDR	Stratégie de changement d'échelle de la démarche Esop au Togo	20 000 €
Togo	ESF	Oadel	Mise en place d'une stratégie de changement d'échelle pour le « consommer local » au Togo	19 971 €
TOTAL financement CFSI et Agence française de développement				709 328 €
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT ET FONDATION DE FRANCE				
Bénin	URP-AL	Icra	Réduction du déficit en protéine des populations des villes et campagnes du sud-Bénin	49 996 €
Côte d'Ivoire	Rongead	Chigata	L'agriculture familiale présente dans les rayons des supermarchés en Côte d'Ivoire	29 144 €
Guinée	MGE	Gret	Promotion de l'huile de palme «rouge» artisanale durable et de qualité en Guinée	50 000 €
Mali	SOS Faim Belgique	USCPCD	Diversifications agroécologiques et consommation des productions maliennes	49 394 €
Sénégal	Enda Pronat	Enda Europe	Diversification de l'offre et démultiplication des points de vente des produits sains à Dakar	49 958 €
Sénégal	AVSF	-	Face à la demande de produits laitiers locaux en Casamance, comment produire plus ?	20 000 €
TOTAL financement CFSI, Agence française de développement et Fondation de France				248 492 €
FINANCEMENT FONDATION DE FRANCE				
Bénin	Inter-réseaux	Lares	Eclairer les décideurs ouest-africains sur le rôle des organisations interprofessionnelles pour alimenter les marchés urbains par l'agriculture familiale	50 000 €
Bénin	Gevalor	Aced	Améliorer la production maraîchère grâce au compost de jacinthes d'eau	50 000 €
Bénin	UB-MAFAR	UNMFREO	Apiculture traditionnelle améliorée, une nouvelle filière de développement local	30 000 €
Bénin	URP-AL	Icra	Accès aux produits maraichers de qualité des consommateurs du sud-Bénin	49 988 €
Bénin	URP-MC	JED	Promotion de l'aviculture familiale améliorée dans le Mono-Couffo (Pafa)	49 500 €
Bénin	Pnoppa	DD	Amélioration de la compétitivité de deux produits locaux (wagashi et ananas pain de sucre)	49 595 €
Bénin	Aced	-	Grandissement de la vente de produits maraichers issus du compost de jacinthes	19 550 €

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
Burkina Faso	Inter-réseaux	CPF	Renforcer les stratégies des acteurs valorisant les produits locaux en lien avec les consommateurs urbains au Burkina Faso	47 000 €
Burkina Faso	FNGN	Afdi PL	Mise en marché des produits maraîchers de qualité par les exploitations familiales	50 000 €
Burkina Faso	Fert	APME2A	Valorisation du niébé par l'union des producteurs de niébé de Pissila (UDPN)	50 000 €
Burkina Faso	Rongead	Cnabio	Consolidation de la filière maraîchage certifiée Bio SPG de la région d'Ouagadougou	48 920 €
Burkina Faso	Gret	-	Construction d'un modèle d'entrepreneuriat social de vente d'aliments fortifiés locaux en urbain	19 945 €
Burkina Faso	AT	Baobab	Etude et table de concertation pour le renforcement de la filière et de la consommation des produits locaux au Burkina Faso	18 683 €
Côte d'Ivoire	Siad	ONDB	Structuration et renforcement des actrices des filières vivrières sur l'axe Oumé-Abidjan en Côte d'Ivoire	50 000 €
Guinée	ANG	FMBB	Construction d'une stratégie de changement d'échelle pour la FMBB	19 960 €
Guinée Bissau	Essor	Fede Kafo	Renforcement de l'agriculture familiale et de ses acteurs en Guinée-Bissau	50 000 €
Guinée Bissau	Grdr	Coajoq	Appui au développement d'une filière huile de palme durable en région de Cacheu	50 000 €
Mali	ICD	CIDR	Mise en place d'une Esop volailles pour l'accès des femmes avicultrices traditionnelles de Kati au marché	50 000 €
Mali	Grdr	UNMFR-M	Jeunesse et emploi pour nourrir les villes	50 000 €
Mali	Grdr	RHK	Promotion des filières porteuses pour nourrir les villes	50 000 €
Mauritanie	Grdr	Amad	Appui à la promotion de l'agriculture familiale dans le Gorgol (Papa-FG)	49 708 €
Mauritanie	Gret	Soninkara	Structuration des filières maraîchères dans le Guidimakha	50 000 €
Multi pays	Roppa	Gret	Les unités de transformation agroalimentaires locales nourrissent les villes et contribuent à l'accroissement des revenus agricoles	50 000 €
Multi pays	Inter-réseaux	RBM	Approvisionnement des marchés urbains en viande : capitalisation de l'expérience du RBM en matière d'organisation de marchés de bétail	50 000 €
Niger	Iram	Karkara	Nariindu 2 : consolider les acquis, changer d'échelle	50 000 €
Sénégal	Enda Pronat	Enda Europe	Circuits courts de vente des fruits et légumes sains à Dakar.	50 000 €
Sénégal	CEEDD	Aster	Une famille, un jardin pour nourrir les villes	50 000 €
Sénégal	AT	Ucem	Transformation des céréales locales pour les consommateurs urbains au Sénégal	34 387 €
Sénégal	Siad	Innodev	Valorisation de la poule locale par les pôles avicoles communautaires	50 000 €

PAYS DE L'ACTION	Porteur	Partenaire	Intitulé du projet	Montant attribué
Sénégal	Enda Pronat	Enda Europe	Consolidation des circuits courts de commercialisation des productions agricoles saines à Dakar	25 000 €
Sénégal	Fapal	-	Pour la reconquête de la consommation familiale en produits locaux au Sénégal	19 200 €
Sénégal	GRDR	CRRCR	Promotion des produits locaux dans la restauration scolaire dans la région de Dakar	30 000 €
Sénégal	Fongs	Gret	Accès des femmes à la terre et au marché pour une alimentation saine et durable (Aftema)	50 000 €
Sénégal	Gret	Apess	Diversification des revenus et développement des filières locales à Dagana	50 000 €
Sénégal	CEEDD	-	Végétaliser les quartiers urbains pour élargir l'accès à une alimentation saine	18 906 €
Togo	AJFD	Orepsa	Cuniculture et amélioration des compétences culinaire à Dapaong	29 283 €
Togo	Echoppe	Echoppe Togo	Restauratrices de rue à Lomé : renforcement de l'approvisionnement en produits locaux et évolution de l'offre	45 000 €
Togo	ETD	Resolis	Repérage d'initiatives alimentaires responsables et durables (Riard)	50 000 €
Togo	ESF	Oadel	Mise en place d'une stratégie de changement d'échelle pour le Consommer local et le positionnement des produits locaux sur les marchés urbains	19 971 €
Togo	ESF	ESFT	Valorisation d'un produit fermier, la pintade commercialisée sous la marque « l'Or gris des Savanes ».	50 000 €
TOTAL financement Fondation de France				1 674 596 €

ALIMENTERRE

ORGANISATION	Territoire	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT ET FONDATION DANIEL ET NINA CARASSO		
Anis Etoilé	Auvergne	5 300 €
Artisans du Monde Bourg en Bresse	Rhône-Alpes	2 500 €
Association Champenoise de Coopération Inter Régionale	Champagne-Ardenne	3 200 €
Cap Solidarités	Hauts-de-France	4 800 €
Centraider	Centre Val de Loire	5 300 €
Centre de Réflexion, d'Information et de Solidarité avec Les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine	Morbihan	1 000 €
Collectif Régional des Organisations de Solidarité Internationale de Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées	Midi-Pyrénées	5 500 €
Coopération Atlantique Guinée 44	Pays de la Loire	4 300 €
E'changeons le Monde	Hautes-Alpes	2 000 €
Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricole de Fontaines	Bénin	4 000 €
Grand Est Solidarités & Coopérations pour le développement	Lorraine	5 800 €
Horizons solidaires	Basse-Normandie	4 800 €

ORGANISATION	Territoire	Montant attribué
KuriOz	Poitou-Charentes	3 800 €
Lafi Bala	Languedoc-Roussillon	5 300 €
Maison des Droits de l'Homme	Limousin	4 200 €
Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale	Aquitaine	5 500 €
Réseau Citoyenneté Développement	Bourgogne-Franche-Comté	5 300 €
Réseau Citoyenneté Développement	Togo	4 300 €
Starting-Block	Ile-de-France	1 700 €
TOTAL financements 2017-2018		78 600 €

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT

PAYS D'ACTION	Porteur	Intitulé du projet	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT, FONDATION ABBÉ PIERRE			
Egypte / Maroc / Tunisie / France	Batik International	E'changeons : ensemble pour le changement des mentalités sur l'insertion économique et professionnelle des femmes	64 040 €
Madagascar / France	Cap Solidarités	Jeunes : esprit d'entreprendre et développement solidaire des territoires	58 575 €
Honduras / Nicaragua / Costa Rica / Panama / Colombie / Equateur / Pérou / Antilles françaises	CGT	La santé et la sécurité au travail dans l'industrie de la banane	66 440 €
Basse Guinée / France	Coopération Atlantique - Guinée 44	L'insertion sociale et professionnelle des jeunes en milieu rural : un enjeu en partage, un projet de coopération solidaire entre acteurs et territoires en devenir / Pays de la Loire – Basse Guinée	66 440 €
Tchad / France	Essor	Concertation pluri-acteurs, échanges Nord/Sud (Tchad/France) et mise en place de dispositifs innovants autour de la formation et l'insertion professionnelle	66 333 €
Mali / France	GRDR	Penser les mobilités au sein de l'économie sociale et solidaire comme levier pour coopérer autrement, en s'appuyant sur les territoires du Nord-Pas de Calais et de Kayes	65 620 €
Vietnam / France	Gret	Le droit, vecteur de solidarités entre acteurs sociaux, syndicaux, politiques et économiques au Vietnam et en France pour les femmes migrantes	66 000 €
Mali	Geres	Construire une dynamique sociale et un modèle économique durables pour une infrastructure collective à vocation économique : la Zone d'Activités Electrifiée de Konséguéla	66 440 €
Salvador / France	SPF	Des Paniers paysans de Comasagua (Salvador) au jardin solidaire de Montauban	66 440 €
TOTAL			586 328 €

PCPA CONGO

INTITULÉ DU PROJET	Porteur	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI, SECOURS CATHOLIQUE ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Impulser une dynamique associative par la création d'un réseau des organisations qui œuvrent dans le secteur agricole à Djambala. Contribuer au renforcement de la structuration collective et l'expertise de la société civile congolaise	ABDATEK	6 617 €
Appui au renforcement des capacités techniques d'ACEEM	Association des consommateurs d'eau du district de Makoua	6 312 €
Construction de deux passerelles à piéton sur les ruisseaux : (i) Tsié-Mbemba « Madibou » ; (ii) et sur Makouiki « quartier Moussosso »	Actions des Tâcherons pour le Développement Urbain et Rural	8 705 €
Etude de la qualité de l'eau produite par les Forages privés du quartier Loussala Km8 de Pointe Noire	Association de défense des droits des consommateurs du Congo	6 477 €
Implication des organisations de la société civile congolaise dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'examen périodique universel 2013.	Association pour les droits de l'Homme et l'univers carcéral	3 759 €
Renforcement des capacités des membres de l'ADUR	Association pour le développement urbain et rural	6 302 €
Renforcement des capacités des membres de l'AFCEC	Association des femmes chefs d'entreprise du Congo	2 972 €
Susciter le sentiment d'appartenance des membres à leur association et améliorer le fonctionnement organisationnel	Association pour l'intégration au développement durable	2 911 €
Etude sociologique sur les facteurs de dysfonctionnements familiaux à l'origine du phénomène des enfants de la rue	Association jeune exprime toi sur le VIH Sida	2 973 €
Etude d'évaluation du marché de l'emploi et des besoins et exigences en matière de formation professionnelle dans les départements de la Bouenza et du Niari	Association des jeunes pour l'innovation au développement	6 790 €
Appui à la structuration d'un réseau d'associations, producteurs et acteurs liés aux questions de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement ; initier une dynamique collective au sein du public cible prioritaire, créer un réseau thématique local sur l'agriculture, la forêt et l'environnement.	Association de lutte contre la pauvreté et pour la protection de la nature	3 217 €
Réaliser les diagnostics des COSA des aires de santé de Ngoyo, Tié-Tié et Mvoumvou. Mettre en place un plan de formation et d'accompagnement des 15 COSA.	Association nationale pour l'éducation prénatale	6 218 €
Renforcement des Capacités Organisationnelles et Techniques de l'Association Professionnelle pour la Valorisation des Produits forestiers et Subsidiaries	Association professionnelle pour la valorisation des produits forestiers non ligneux	6 422 €
Renforcement de capacité de l'Association des Scouts et Guides du Congo, à travers la valorisation des membres adultes formés dans la mise en place d'un système efficace de gestion des ressources adultes.	Association des scouts et guides du Congo	6 094 €
Etude sur l'applicabilité de la prise en charge des PVVIH par la disponibilité des médicaments et produits médicaux.	Association Congolaise pour le Bien Etre Familial	10 553 €
Etat des lieux sur le financement agricole 2012-2014 des producteurs et jeunes vulnérables dans l'arrondissement 8 Madibou et appui à leurs activités de production	Association Congolaise pour le Développement Agricole	14 950 €
Renforcement des capacités et autonomisation des veuves vulnérables	Association de Lutte contre la Pauvreté et pour la Protection de la Nature	13 018 €

INTITULÉ DU PROJET	Porteur	Montant attribué
Projet d'amélioration des conditions de sécurité de l'école 31 juillet 1968 de Mouyondzi	Association des Filles Mères Désœuvrées de Mouyondzi	21 000 €
Initiatives concertées pour la Promotion de la Formation qualifiante et l'Emploi des Jeunes	Association des Jeunes pour l'Innovation au Développement	14 910 €
Réhabilitation de la piste rurale EBOKO-ABOUA-MVOULA, remblais de deux vasières et l'installation de cinq ponts en bois dans le district de Makoua	Association Jeunesse Active de Makoua-Opa	13 874 €
Accompagnement à la structuration opérationnelle et organisationnelle des fournisseurs de formation de la commune de Dolisie	Association pour l'Assistance et le Développement des Jeunes Filles Mères	11 169 €
Construction du Centre d'Education Préscolaire du quartier Angounou	Association pour l'Intégration au Développement Durable	21 000 €
Renforcer les capacités en matière de mobilisation des ressources et élaborer et mettre en œuvre un plan de mobilisation des ressources de l'association.	AZUR Développement	6 301 €
Prise en charge psychologique, médicale et juridique des femmes et enfants ayant vécu la violence	AZUR Développement	14 950 €
Formation des prestataires sur la prise en charge psychologique des enfants en difficultés d'apprentissage en milieu scolaire	Cercle d'action pour la promotion du bien-être social	2 807 €
Améliorer les conditions de vie des filles mères en difficulté vivants seules avec leurs enfants	Cercle pour la Renaissance de Dolisie	14 462 €
La situation des veuves confrontées au problème de succession à Brazzaville	Cercle uni des droits de l'Homme et Culture de paix	9 388 €
Réaliser des enquêtes de contrôle de la qualité de l'eau dans 50 ouvrages ; Partager les résultats et sensibiliser les responsables de ces ouvrages.	Centre d'initiatives et d'action pour le développement	5 884 €
Appui à la progression associative du CJID	Club jeunesses infrastructures et développement	6 494 €
Evaluation du financement de l'agriculture Congolaise : cas du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales dans deux départements : Brazzaville et la Bouenza.	Concertation Nationale des Organisations Paysannes et Producteurs Agricoles du Congo	14 812 €
Projet d'aménagement des sources d'eau potable dans les quartiers défavorisés de BZ, en particulier dans l'arrondissement 8 Madibou	Congolaise Terre des Hommes Association	14 916 €
Appui au renforcement des capacités des membres de la CTHA et responsables communautaires dans la maîtrise des outils allant du diagnostic, de l'étude jusqu'au montage d'un projet ou programme communautaire.	Congolaise Terre des Hommes Association	6 474 €
Organiser une session de formation en animation socioculturelle et en rédaction des projets.	Enfance créatrice de développement	6 232 €
Étude d'évaluation de l'impact du FAP 2011 sur les jeunes formés et les dispositifs de formations mises en place par les OSC de la plateforme EFI de Brazzaville	FECAPAM	4 867 €
Appui à la structuration d'une Plateforme d'organisation des OSC Congolaises pour le suivi de la Dette.	Fondation Niosi	14 797 €
Renforcement des capacités des membres de Niosi en animation de la concertation pour le développement local	Fondation Niosi	6 669 €

INTITULÉ DU PROJET	Porteur	Montant attribué
Susciter le sentiment d'appartenance des membres à leur association ; Améliorer le fonctionnement organisationnel de l'OSC.	JCD	2 826 €
Appui à la promotion du planning familial	Les Compagnons du Devoir et de l'Action	14 942 €
Mise en place d'une dynamique collective fonctionnelle pour le renforcement de la structuration et l'expertise des ONG de défense des droits de l'homme.	Observatoire congolais des droits de l'Homme	6 291 €
Construction de deux passerelles dans la rue Moussana et la rue Kikouimba	Organisation de la Jeunesse pour l'Education Socio-Culturelle	20 994 €
Appuis aux renforcements des capacités institutionnels des membres de l'OSC	Secours international du mouvement chrétien pour la Solidarité	5 069 €
Amélioration des conditions de circulation des populations du quartier 33 à Poto Poto	Société Mutualiste des Elèves, Etudiants et Enseignants du Congo	20 997 €
Assurer la formation théorique au diagnostic participatif à 20 membres des OSC ; Consolider la formation théorique reçue par la réalisation du diagnostic participatif sur le terrain.	Union pour l'étude et la recherche sur la population et le développement	6 469 €
Organisation et structuration des producteurs de cacao de la Sangha	Univers des défenseurs des Ecosystèmes de Miélé-Kouka	20 267 €
TOTAL		289 704 €

PCPA ALGÉRIE - JOUSSOUR

INTITULÉ DU PROJET	Porteur	Montant attribué
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Vivre ensemble : les médiathèques actrices du dialogue interculturel.	Petit lecteur	17 414 €
Voix des jeunes - la participation des jeunes à la vie démocratique	Graine de Paix	17 447 €
J'écris mes droits	La voix de l'enfant	17 813 €
Vers un autre regard	Bel Horizon	17 493 €
L'action locale, concertation et démocratie participative au service de la jeunesse	Etoile Culturelle Akbou	17 480 €
Houmti	SDH	17 496 €
Etre piéton ça s'apprend	Association Futur pour le développement	13 650 €
Mon patrimoine, mon identité	El Bahdja	17 491 €
Ensemble pour une meilleure prise en charge de l'enfant assisté	Association Insaf pour la défense des droits des enfants	17 495 €
Promotion et développement de la femme rurale	Kenza	16 326 €
TOTAL fonds d'appui aux animations thématiques		170 105 €

Instances associatives

Organisations membres (décembre 2018)

Association pour le développement économique et social en Afrique (Adesaf), Association Générale des Intervenants Retraités (Agir abcd), Agrisud International, BATIK International, Cap Solidarités, Coopération Atlantique Guinée 44, Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération Générale du Travail (CGT), Cités Unies France, Échoppe, Électriciens sans frontières, Elevages sans frontières (ESF), Essentiel, ESSOR - Essor, Soutien, Formation Réalisation, Fédération Artisans du Monde, Grdr migration, citoyenneté, développement, Gret, Ingénieurs Sans Frontières (ISF), Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement (IFAID), Pays de Savoie Solidaires, Secours populaire français (SPF), Sol, Syndicat National de l'Enseignement Technique et Agricole Public - Fédération syndicale Unitaire (SNETAP-FSU) UNIVERS-SEL, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (UNMFREO).

Conseil de direction renouvelé par moitié le 26 juin 2018

ORGANISATION	TITULAIRE	
	Yves	Le Bars
	Christophe	Alliot
BATIK International	Pauline	De la Cruz
Cap Solidarités	El Hassan	Aït Essaghir
Cap Solidarités – suppléante	Faustine	Wawak
CGT	Marie-Christine	Naillod
CGT – suppléante	Renata	Tretiakova
Coopération Atlantique	Pierre	Demerle
Coopération Atlantique – suppléante	Elsa	Cardinal
Cités Unies France	Rose-Marie	Saint Germès Akar
Cités Unies France – suppléante	Geneviève	Sevrin
Élevages sans frontières	Bruno	Guermonprez
Élevages sans frontières - suppléante	Pauline	Casalegno
Fédération Artisans du Monde	Agnès	Renauldon
Fédération Artisans du Monde – suppléante	Gérald	Godreuil
Grdr	Olivier	Le Masson
Gret	Damien	Thibault
Gret – suppléant	Rodolphe	Carlier
Ingénieurs sans Frontières	Fanny	Passicos
Secours populaire français	Mariannick	Baronne
Sol	Clotilde	Bato
UNMFREO	Valérie	K. Plougastel

Président élu par l'Assemblée générale du 27 juin 2017

Yves Le Bars

Bureau élu par le conseil de direction du 5 octobre 2018

Vice-présidente	Rose-Marie Saint Germès Akar
Trésorier	Christophe Alliot
Secrétaire	Marie-Christine Naillod

Comité d'orientation stratégique du programme « Coopérer autrement en acteurs de changement » (nommé par le conseil de direction 2014 et 2017)

- 1 représentant du conseil de direction : Sarahi Guttierrez (départ en septembre 2017 – non remplacée) ;
- 3 personnes issues d'organisations membres : Lucile Guilbert (Essor), Olivier Le Masson (Grdr), Marc Levy, (Gret) ;
- 2 personnes ressources Sud : Ada Bazan, Haingo Randriananyvony ;
- 2 personnes ressources Nord : Lucien Cousin, Ghislain Bregeot.

Comité d'orientation stratégique du programme « Terres nourricières » (nommé par le conseil de direction en 2018)

- 3 représentants du conseil de direction : Clotilde Bato (Sol), Pierre Demerlé (Guinée 44), Fanny Passicos (ISF);
- 2 représentants d'organisations membres : Quentin Coquillaud (Adesaf), Marie-Pierre Albouy (Essor).

Comités consultatifs en 2018

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable une fois. Ils sont chargés de participer à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposer au bureau un avis.

NOM	Représentant d'une organisation membre du CFSI	Nommé en	Thématique
Clotilde Bato	Oui (Sol)	2017	Agriculture et alimentation
Martine François	Oui (Gret)	2018	Agriculture et alimentation
Quentin Coquillaud	Oui (Adesaf)	2017	Agriculture et alimentation
Didier Kauffmann	Non	2015	Agriculture et alimentation
Christophe Jacqmin	Non	2018	Agriculture et alimentation
Ghislain Bregeot	Non	2014	Coopérer autrement
Lucien Cousin	Non	2014	Coopérer autrement
Dominique Cécile Varnat	Non	2014	Coopérer autrement
Didier Kauffmann	Non	2014	Coopérer autrement

L'équipe salariée au 1^{er} juin 2019

Comptable	Styven Courbon (CDD) CDI en cours de recrutement	Comptabilité
Chargée d'information agriculture et alimentation	Hélène Basquin Fané	Gestion et animation du centre de ressources alimenterre.org Capitalisation Pafao
Responsable programme jeunesse et société civile	Agnès Belaïd	PCPA Algérie Coopérer autrement en acteurs de changement
Responsable administrative et financière	Fabienne Clochette	Gestion administrative et financière
Responsable publics et réseaux	Fanny Darbois	Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films
Chargée d'information agriculture et alimentation – CDD	Marie Drique	Gestion et animation du centre de ressources alimenterre.org Capitalisation Pafao
Responsable programme agriculture et alimentation	Isabelle Duquesne	Gestion et animation Fonds Agriculture & Alimentation
Responsable plaidoyer institutionnel	Pascal Erard	Plaidoyer vis-à-vis des décideurs européens
Responsable programme société civile et participation	Astrid Frey	PCPA Congo Coopérer autrement en acteurs de changement
Chargée de mission donateurs et logistique	Margaux Geoffray	Relation donateurs, appui administratif
Chargée de communication	Minh Maudoux	Communication : proposition et suivi des orientations générales Supports : création et diffusion
Assistante gestion (CP⁸)	Suzanna Moreira	Appui au conventionnement
Déléguée générale	Anne-Françoise Taisne	

⁸ Contrat de professionnalisation

Glossaire

AFD	Agence française de développement
Apess	Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane
APD	Aide publique au développement
Alliss	Alliance Sciences Société
APE	Accord de partenariat économique
CAAC	Coopérer autrement en acteurs de changement
CNCDH	Commission nationale consultative des droits de l'homme
CNEAP	Conseil National de l'Enseignement Agricole Privé
CNIEL	Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière
CUF	Citées Unies France
Educasol	Plateforme d'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale
F3E	Évaluer, échanger, éclairer
Iddri	Institut du Développement Durable et des Relations Internationales
Mouves	Mouvement des entrepreneurs sociaux
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
Pac	Politique agricole commune
Pafao	Programme d'appui à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
PCPA	Programme concerté pluri-acteurs
Red	Réseau Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale
RBM	Réseau Billital Maroobé
Roppa	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest
UE	Union européenne



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

32, rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

N° ISSN : 2647-0322

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

